



CANADA
MEDIA FUND

FONDS DES MÉDIAS
DU CANADA

FINANCEMENTS CIBLÉS EN DÉVELOPPEMENT

PRINCIPES DIRECTEURS 2023-2024

Veillez noter qu'en vue d'atténuer les perturbations engendrées par la pandémie de COVID-19 au sein de l'industrie des écrans, certaines exceptions précises énoncées dans les [Mesures d'assouplissement des programmes 2023-2024 du FMC en réponse à la COVID-19](#) peuvent s'appliquer aux présents Principes directeurs.

Veillez vous référer à ce document distinct pour déterminer si des mesures d'assouplissement s'appliquent aux exigences, aux montants de contribution et aux règles énoncés ci-dessous.

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants	3
Présentation des documents	3
Non-conformité aux Principes directeurs	3
Fausse déclaration	4
Renseignements d'auto-identification PERSONA-ID	4
2. FONCTIONNEMENT DES FINANCEMENTS CIBLÉS EN DÉVELOPPEMENT	5
COMMENT LIRE LES PRÉSENTS PRINCIPES DIRECTEURS	5
2.1 INTRODUCTION	5
2.1.1 Définitions relatives aux Financements ciblés en développement : Télédiffuseur canadien, Production affiliée à un télédiffuseur, Production interne, Requérant admissible – Développement pour les communautés racisées, Requérant admissible – Développement autochtone, Requérant admissible – Développement pour les projets de langue française en milieu minoritaire, Requérant en développement régional.....	6
2.2 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE	9
2.3. MONTANT DE LA CONTRIBUTION	9
2.3.1 CONTRIBUTION DU FMC	9
2.3.2 DÉPENSES ADMISSIBLES	9
2.3.3 Transactions entre parties apparentées.....	10
2.3.3.TV.1 Dépenses de développement admissibles pour la composante télévision	10
2.3.3.MN.1 Dépenses de développement admissibles pour la composante médias numériques	11
3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT	12
3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES	12
3.2 PROJETS ADMISSIBLES.....	12
3.2.TV La composante télévision	13
3.2.TV.1 Exigences fondamentales	13
3.2.TV.1.1 Coproductions audiovisuelles régies par un traité	13
3.2.TV.2 Genres	14
3.2.TV.3 Propriété et contrôle canadiens.....	14
3.2.TV.4 Exigences diverses.....	15
3.2.TV.5 Exigences seuil en matière de droits de développement du Télédiffuseur	16
3.2.MN Composante médias numériques	16
3.2.MN.1 Contenu canadien	16
3.2.MN.2 Contenu non admissible	17
3.2.MN.3 Propriété et contrôle canadiens.....	17
3.2.MN.4 Exigences diverses.....	17
APPENDICE A	18

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants

Les Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et pour des raisons pratiques aux Requérants (tels que définis dans la section 3.1) qui déposent une demande auprès du Fonds des médias du Canada (FMC). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FMC et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FMC. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FMC.

Le FMC administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FMC prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ses programmes, Principes directeurs et contrats. L'interprétation du FMC prévaudra également pour déterminer si les Requérants et/ou projets respectent l'esprit et l'intention de chacune des politiques du FMC.

Tous les Requérants et les télédiffuseurs (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FMC ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables, telles que créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, incluant les ECP, sont énoncées dans l'Annexe B de ces Principes directeurs et peuvent également être consultées sur le site Internet du FMC à www.cmf-fmc.ca. Les renseignements compris dans les Annexes A et B font partie intégrante des Principes directeurs.

Les projets qui bénéficient d'une participation financière du FMC au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FMC en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs et/ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FMC commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

Veuillez noter que ces Principes directeurs du FMC peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour de ces Principes directeurs, veuillez consulter le site Internet du FMC à www.cmf-fmc.ca.

Présentation des documents

Le Requérant doit s'assurer que le FMC a reçu tous les documents relatifs à sa demande et veiller à la mise à jour desdits documents après un changement important. Le FMC peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation effectuée, pour terminer la révision de ses dossiers le cas échéant. Dans le cadre de l'étude d'un projet, le FMC se réserve le droit de ne fonder son évaluation que sur les documents écrits et audiovisuels soumis initialement par le Requérant.

Non-conformité aux Principes directeurs

Si un Requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FMC peut rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au Requérant.

Fausse déclaration

Si, à quelque moment que ce soit, en vertu des Principes directeurs ou à la demande du FMC, un Requérant fournit des renseignements qui se révèlent faux ou omet des informations se rapportant à une demande, il encourt des conséquences qui peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- le projet actuel du Requérant peut devenir non admissible à un financement;
- les projets ultérieurs du Requérant peuvent être non admissibles à un financement;
- le Requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties;
- le Requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au Requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FMC). Les Requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente légale contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

Renseignements d'auto-identification PERSONA-ID

Le système d'auto-identification PERSONA-ID permet aux individus de transmettre leurs renseignements personnels directement et de façon sécurisée au Fonds des médias du Canada (FMC).

Le FMC s'appuie exclusivement sur les données d'auto-identification associées au numéro PERSONA-ID de chaque individu pour déterminer (le cas échéant) l'admissibilité à ses programmes, les portions réservées des budgets des programmes, pour calculer les crédits des enveloppes de rendement et de développement et les points dans les grilles d'évaluation, et/ou à des fins statistiques et analytiques.

Tous les renseignements d'auto-identification en lien avec les projets soumis dans PERSONA-ID sont communiqués conformément [aux Conditions d'utilisation et à la politique de confidentialité de PERSONA-ID](#).

Pour de plus amples renseignements sur PERSONA-ID, veuillez consulter [la page PERSONA-ID du FMC](#).

2. FONCTIONNEMENT DES FINANCEMENTS CIBLÉS EN DÉVELOPPEMENT

COMMENT LIRE LES PRÉSENTS PRINCIPES DIRECTEURS

Les projets du Volet convergent peuvent comprendre une composante télévision et une ou plusieurs composantes médias numériques. L'admissibilité et les exigences techniques de ces deux composantes peuvent être très différentes. Dans les Principes directeurs qui suivent, les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante télévision sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .TV »; les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante médias numériques sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .MN ». Les sections portant sur les exigences globales relatives aux projets convergents (c'est-à-dire englobant les composantes télévision et, le cas échéant, médias numériques) sont identifiées par une numérotation exempte des symboles « .TV » ou « .MN ».

2.1 INTRODUCTION

Les programmes de Financements ciblés en développement, qui font partie intégrante du Volet convergent du FMC, allouent une aide financière à des Projets admissibles (à savoir une composante télévision ou une composante télévision assortie d'une composante médias numériques) en développement.

Par souci de clarté, précisons que, si le Requérent présente une demande visant une composante télévision et une ou des composantes médias numériques, les deux types de composantes seront déposés par le truchement d'un (1) seul devis.

Bien que les règles applicables, les dates limites et les budgets respectifs des programmes listés ci-dessous demeurent spécifiques à chacun d'entre eux, le FMC a décidé, à compter de 2023-2024, de regrouper les exigences qui leur sont propres dans un document unique. Les programmes suivants sont donc désormais collectivement dénommés « Financements ciblés en développement » et regroupés dans les présents Principes directeurs :

- i) l'aide en développement du Programme pilote pour les communautés racisées (« Développement pour les communautés racisées »);
- ii) l'aide en développement du Programme autochtone (« Développement autochtone »);
- iii) l'aide en développement du Programme pour les projets de langue française en milieu minoritaire (« Développement pour les projets de langue française en milieu minoritaire »);
- iv) l'aide en développement régional de langue française au Québec (« Développement régional de langue française au Québec »);
- v) l'aide en développement de la Mesure incitative pour les projets nordiques (« Développement pour les projets nordiques »).

Les Projets admissibles reçoivent du financement selon le principe du « premier arrivé, premier servi », jusqu'à l'épuisement des fonds du programme concerné ou à la date limite de dépôt des demandes, si cette date est antérieure. Dans le cas où un grand nombre de projets seraient déposés à la même date, ce qui créerait une demande excédentaire de financement, le FMC pourrait distribuer les fonds dont il dispose de façon proportionnelle (au prorata) entre les projets jugés admissibles déposés à cette date, choisir le nombre de projets soumis (par requérant) qui recevront du financement, ou décider de distribuer les fonds d'une autre façon équitable, tel qu'il le déterminera à sa seule discrétion.

Un maximum de 15 % des fonds disponibles des programmes ci-dessous pourront être attribués à des Productions affiliées ou à des Productions Internes (voir définition section 2.1.1 ci-dessous) :

- Développement autochtone;
- Développement pour les communautés racisées;
- Aide en développement du Programme pour les projets de langue française en milieu minoritaire;
- Aide en développement régional de langue française au Québec.

Les Productions affiliées et les Productions internes ne sont assujetties à aucun plafond dans le cadre de l'aide en développement de la Mesure incitative pour les projets nordiques.

2.1.1 Définitions relatives aux Financements ciblés en développement : Télédiffuseur canadien, Production affiliée à un télédiffuseur, Production interne, Requérant admissible – Développement pour les communautés racisées, Requérant admissible – Développement autochtone, Requérant admissible – Développement pour les projets de langue française en milieu minoritaire, Requérant en développement régional

Télédiffuseur canadien

L'expression « Télédiffuseur canadien » s'entend de :

- a. une entreprise de programmation canadienne, publique ou privée, autorisée par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)¹ à être exploitée;
- b. un service en ligne² détenu, contrôlé et exploité par une entreprise de programmation canadienne titulaire d'une licence de diffusion du CRTC;
- c. un service en ligne³ détenu, contrôlé et exploité par une entreprise de distribution de radiodiffusion (« **EDR** ») canadienne titulaire d'une licence de diffusion du CRTC;
- d. un service de vidéo sur demande (VSD) titulaire d'une licence de diffusion du CRTC.

Production affiliée à un télédiffuseur

Une société de production affiliée à un télédiffuseur est un Requérant, selon les termes de la section 3.1(1), qui est affilié à un Télédiffuseur canadien (le FMC emploie la définition d'« affilié » au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*). Les Productions affiliées sont des projets produits par des sociétés de production affiliées à un télédiffuseur dont les droits de diffusion ont été acquis par leur(s) télédiffuseur(s) affilié(s).

Production interne

Les Productions internes sont des projets produits par et sous propriété d'un Télédiffuseur canadien.

¹ Y compris les télédiffuseurs exemptés par le CRTC par l'*Ordonnance de radiodiffusion CRTC 2015-88*.

² Y compris les services accessibles par boîtier décodeur.

³ Y compris les services accessibles par boîtier décodeur.

Requérant admissible – Développement pour les communautés racisées

Un Requérant admissible au Développement pour les communautés racisées doit répondre aux critères suivants :

- a) Le contrôle final sur tous les points liés à la société requérante⁴ et au projet, et au moins 51 % des droits de propriété de la société requérante et des droits d'auteur du projet sont détenus par une productrice ou à un producteur individuel (ou par plusieurs productrices ou producteurs) qui est membre d'une Communauté racisée (conformément à la définition de l'[Annexe A](#)) (le « **Propriétaire racisé** »).

Précisons que si la société requérante est composée de plusieurs productrices ou producteurs, le Propriétaire racisé doit avoir le contrôle final sur la société requérante et le projet, et détenir la part la plus importante des droits de propriété de ladite société et des droits d'auteur du Projet admissible.

- b) Le Propriétaire racisé exerce un contrôle total sur les aspects créatifs, administratifs, artistiques, techniques et financiers du Projet admissible.
- c) Le Propriétaire racisé a initié le développement du projet et continuera d'y participer activement.

Il est important de noter que le projet n'est pas considéré comme un Projet admissible dans le cadre du Développement pour les communautés racisées lorsque le pouvoir décisionnaire et le contrôle final de la société requérante et du projet ne sont pas détenus par un Propriétaire racisé. Le FMC se réserve le droit de demander des documents supplémentaires (notamment concernant les règlements et statuts de la société) pour s'assurer que les dispositions concernant la propriété et le contrôle sont respectées.

Requérant admissible– Développement autochtone

Un Requérant admissible au Développement autochtone doit répondre aux critères suivants :

- a) Le contrôle final sur tous les points liés à la société requérante⁵ et au projet, et au moins 51 % des droits de propriété de la société requérante et des droits d'auteur du projet sont détenus par une productrice ou un producteur individuel (ou plusieurs productrices ou producteurs) qui est inuit, métis ou membre des Premières Nations (le « **Propriétaire autochtone** »).

Précisons que, en plus du contrôle final et du seuil minimum de 51 % relatif aux droits de propriété détenus par un (ou plusieurs) Propriétaire autochtone, lorsque la société requérante n'est pas détenue et contrôlée à 100 % par un ou plusieurs Propriétaires autochtones, aucun Propriétaire autochtone pris individuellement ne doit détenir et contrôler moins de 15 % de la société requérante et des droits d'auteur du Projet admissible.

- b) Le Propriétaire autochtone exerce un contrôle total sur les aspects créatifs, administratifs, artistiques, techniques et financiers du Projet admissible.
- c) Le Propriétaire autochtone a initié le développement du projet et continuera d'y participer activement.

Il est important de noter que le projet n'est pas considéré comme un Projet admissible dans le cadre du Développement autochtone lorsque le pouvoir décisionnaire et le contrôle final de la société requérante et du projet ne sont pas détenus par un Propriétaire autochtone. Le FMC se réserve le droit de demander des documents supplémentaires (notamment concernant les règlements et statuts de la société) pour s'assurer que les dispositions concernant la propriété et le contrôle sont respectées.

⁴ Y compris le conseil d'administration de la société requérante.

⁵ Y compris le conseil d'administration de la société requérante.

Requérant admissible – Développement pour les projets de langue française en milieu minoritaire

Un Requérant admissible au Développement pour les projets de langue française en milieu minoritaire doit répondre aux critères suivants :

- a) Mener ses activités et avoir son siège social à l'extérieur de la province du Québec depuis au moins trois (3) ans (à moins qu'il ne s'agisse d'une société émergente) et l'ensemble de ses actionnaires doivent résider à l'extérieur de la province du Québec depuis au moins trois ans (3), et ce, avant la date de soumission de la demande de financement au FMC;
- b) Utiliser le français comme langue de production originale pour la majorité de ses projets de développement et de production;
- c) Être l'initiateur du développement du Projet admissible et y participer de manière significative; qui plus est, le Requérant doit exercer un contrôle total sur les aspects créatifs, artistiques, techniques et financiers du projet, et détenir tous les droits d'auteur du Projet admissible;
- d) Détenir tous les droits d'auteur du projet de manière permanente et conserver un intérêt financier permanent dans le Projet admissible.

Dans le cas d'une coproduction avec une société non admissible au Développement pour les projets de langue française en milieu minoritaire, le Requérant admissible doit être l'initiateur du développement du Projet admissible, y avoir participé de manière significative et détenir au moins 51 % des droits d'auteur du projet. La contribution du FMC sera calculée sur la portion des dépenses admissibles associée au Requérant admissible.

Requérant en développement régional⁶

Un Requérant admissible au développement régional :

- a) est établi en région, et son siège social est situé en région;
- b) met en œuvre le projet et continue de participer activement à son développement, et détient au moins 51 % des droits d'auteur.

Aux fins de la présente définition, les termes « région » ou « régional » englobent toute partie du Canada située à plus de 150 km, en empruntant la route la plus raisonnablement courte :

- de Toronto, pour les projets de langue anglaise;
- de Montréal, pour les projets de langue française.

⁶ Des critères d'admissibilité spécifiques aux Requérants dans le cadre du Développement régional de langue française au Québec et du Développement pour les projets nordiques sont précisés dans l'Appendice A ci-dessous.

2.2 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

Les Requérants dont les demandes ont été acceptées dans le cadre des Financements ciblés en développement reçoivent des avances sans intérêt. La totalité de l'avance du Projet admissible doit être remboursée avant ou au moment de la première éventualité décrite ci-dessous :

- i) le premier jour de préparation au tournage des prises de vue principales de la composante télévision (peu importe la plateforme pour laquelle elle est produite) ou d'une autre utilisation du scénario/matériel créatif; ou
- ii) le transfert, la vente, la cession ou toute autre disposition faite du scénario/matériel créatif.

2.3. MONTANT DE LA CONTRIBUTION

2.3.1 CONTRIBUTION DU FMC

Le montant de contribution maximal du FMC pouvant être alloué à un Projet admissible dans le cadre des Financements ciblés en développement est indiqué dans l'Appendice A ci-dessous.

La totalité des droits de développement du Télédiffuseur canadien et de toutes les autres sources confirmées de financement du développement doit faire partie de la structure financière pour permettre de déterminer la contribution maximale du FMC.

Par souci de clarté, précisons que la contribution maximale sera calculée en fonction de l'ensemble combiné des dépenses admissibles (à savoir, les composantes télévision et médias numériques). Les deux types de composantes seront soumis par le truchement du même devis.

2.3.2 DÉPENSES ADMISSIBLES

Seules les dépenses canadiennes sont des dépenses admissibles dans le cadre des Financements ciblés en développement. Toutes les dépenses admissibles des programmes en développement applicables sont les dépenses établies dans le devis de développement d'un Projet admissible ou le rapport final de coûts, selon le cas (y compris les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes les dépenses considérées comme nécessaires par le FMC⁷, moins toutes les dépenses considérées comme excessives, gonflées ou déraisonnables par le FMC. Une évaluation des dépenses admissibles du projet sera effectuée à l'entière discrétion du FMC. Le FMC évalue les dépenses admissibles au moment de la demande, en se fondant sur les devis du projet.

Les dépenses engagées plus de 12 mois avant que le Requérant n'ait conclu une entente de développement admissible* ne constituent pas des dépenses admissibles, exception faite des dépenses engagées pour l'option ou l'acquisition des droits et des dépenses associées à l'acquisition de ces droits, sous réserve que ceux-ci ne soient pas payés à une personne détenant des droits de propriété dans la production.

** Remarque : Une entente de développement admissible est l'entente actuelle ayant force légale entre le Requérant et un Télédiffuseur canadien qui déclenche l'aide au développement du FMC faisant l'objet de la demande et incluant, le cas échéant, des droits de développement respectant l'exigence seuil applicable en matière de droits de développement.*

Consultez les sections 2.3.2.TV.1, 2.3.2.MN.1 pour obtenir des informations sur les dépenses admissibles.

⁷ Les cadeaux offerts au public ne constituent pas des dépenses de mise en marché admissibles, cependant les cadeaux offerts à une communauté autochtone dans le cadre d'une pratique culturelle mentionnée dans le guide de production médiatique [Protocoles et chemins cinématographiques](#) seront considérés comme des dépenses admissibles.

D'autres politiques d'affaires du FMC concernant les dépenses admissibles sont décrites dans l'[Annexe B](#).

2.3.3 Transactions entre parties apparentées

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre parties apparentées doit être :

- divulgué au FMC;
- conforme aux [Exigences en matière de comptabilisation et de présentation](#) en vigueur.

2.3.3.TV.1 Dépenses de développement admissibles pour la composante télévision

Le FMC offre un soutien financier à la scénarisation et à d'autres activités normalement associées au développement de projets télévisuels.

Selon l'activité de développement du projet, les dépenses suivantes peuvent être considérées comme des dépenses admissibles :

- création de matériel de prévente, notamment des maquettes de courte durée ne devant pas être diffusées;
- dépenses de prédéveloppement;
- recherche;
- frais d'option versés à une partie non apparentée ou frais d'acquisition de droits;
- scénarisation (premières ébauches, polissage, bible, etc.);
- ateliers d'écriture de scénarios;
- préparation d'un devis de production et montage financier;
- recherche sur l'auditoire;
- groupes de discussion;
- frais de déplacement et d'hébergement liés à l'obtention de préventes internationales;
- participation à des marchés de ventes;
- honoraires des productrices ou producteurs et frais d'administration (assujettis à la [Politique relative aux honoraires des productrices ou producteurs et aux frais d'administration](#));
- frais comptables (si une mission d'examen est nécessaire en vertu des [Exigences en matière de comptabilisation et de présentation](#));
- frais juridiques sans lien de dépendance;
- préparation par un tiers de la ventilation du devis de production;
- dépenses admissibles de la composante médias numériques, conformément à la section 2.3.2.MN.1 ci-après;
- coûts raisonnables en lien avec le projet engendrés par des activités et pratiques destinées à favoriser la durabilité environnementale ou par l'embauche de personnel à des postes dédiés à ces activités et pratiques.

Les dépenses de préproduction suivantes seront également considérées comme admissibles pour les séries renouvelées. Elles ne doivent pas dépasser 10 % du total des dépenses de développement du projet :

- indemnités de disponibilité des comédiennes et comédiens;
- frais d'entreposage des décors;
- honoraires des autrices-productrices ou auteurs-producteurs « showrunners ».

Il est à noter que le modèle de devis de développement du FMC présente des dépenses admissibles précises.

Par souci de clarté, précisons que la contribution maximale et l'exigence seuil en matière de droits de développement seront calculées en fonction des dépenses admissibles de l'ensemble du projet (à savoir, les composantes télévision et médias numériques). Les deux types de composantes seront soumis par le truchement du même devis.

2.3.3.MN.1 Dépenses de développement admissibles pour la composante médias numériques

Le FMC offre un soutien financier aux activités de développement de contenus numériques associés à la composante télévision du projet. Selon le projet, les dépenses suivantes peuvent être considérées comme admissibles :

- recherche;
- frais juridiques sans lien de dépendance;
- frais comptables (si une mission d'examen est nécessaire en vertu des [Exigences en matière de comptabilisation et de présentation](#));
- préparation par un tiers de la ventilation du devis de production;
- élaboration d'un devis de production et montage financier;
- conception de technologie et de contenu;
- étude de marché;
- développement de prototype;
- planification détaillée de la production.

Par souci de clarté, précisons que la contribution maximale et l'exigence seuil en matière de droits de développement seront calculées en fonction des dépenses admissibles de l'ensemble du projet (à savoir, les composantes télévision et médias numériques). Les deux types de composantes seront soumis par le truchement du même devis.

3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES

En plus des exigences et qualifications indiquées à l'Appendice A, pour être admissible au soutien financier du FMC, le Requérant doit être, soit une société à but lucratif (c'est-à-dire une société de production canadienne imposable selon les termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada) soit un Télédiffuseur canadien (conformément à la définition de la section 2.1.1 ci-dessus) :

- a) sous contrôle canadien en vertu des articles 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*;
- b) dont le siège social est situé au Canada;
- c) en règle auprès de toutes les guildes et associations de l'industrie;
- d) qui a affirmé et attesté que le projet faisant l'objet d'une demande de financement respecte la [Politique du FMC sur le positionnement narratif](#);

ET

- e) dont tous les individus qui y détiennent des droits de propriété et de contrôle ont créé un compte PERSONA-ID; le numéro PERSONA-ID de chacun des individus devra être indiqué dans la demande de financement.

Les Requérants qui ne sont pas constitués en société, mais qui respectent toutes les autres exigences énumérées ci-dessus peuvent présenter une demande d'aide au développement à condition de n'avoir jamais bénéficié du financement du FMC auparavant. Toutefois, les Requérants devront être constitués en société avant la signature d'une entente de développement avec le FMC.

Remarque : Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme « Requérant » englobe tout corequérant ou toute Partie apparentée (tel que le terme est défini à l'[Annexe B](#)), et tout individu ou société mère, associée ou affiliée (tel que le détermine le FMC à sa discrétion), selon le cas.

3.2 PROJETS ADMISSIBLES

Un Projet admissible en vertu des Financements ciblés en développement est a) une composante télévision ou b) une composante télévision et sa ou ses composantes médias numériques qui respecte tous les critères applicables de la section 3.2 et de toutes ses sous-sections **(incluant toutes les exigences additionnelles indiquées à l'Appendice A ci-dessous)**. Le FMC reconnaît que les projets en développement en sont à leurs débuts et pourraient ne pas être conformes, au moment de la demande, à l'ensemble des exigences de la section 3.2 et de toutes ses sous-sections. À ce titre, les composantes télévision doivent être raisonnablement conformes aux trois Exigences fondamentales (voir la section 3.2.TV.1), liées au genre de l'émission et à la catégorie de production, comme elles sont énoncées dans l'[Annexe A](#), et aux exigences des sections 3.2.TV.1 à 3.2.TV.4. Les composantes MN doivent être raisonnablement conformes aux sections 3.2.MN.1 à 3.2.MN.4 applicables au développement. Le FMC déterminera, à son entière discrétion, si un projet de développement est raisonnablement conforme aux exigences de ces sections.

L'admissibilité aux Financements ciblés en développement ne garantit pas l'admissibilité du Requérant à d'autres fonds de développement ou d'aide à la production par le FMC.

3.2.TV La composante télévision

La composante télévision d'un Projet admissible doit être un contenu linéaire qui :

- satisfait aux Exigences fondamentales du FMC;
- correspond à l'un des genres du FMC (voir l'[Annexe A](#));
- répond aux exigences en matière de propriété et de contrôle;
- satisfait aux exigences diverses;
- est offert en échange de droits de développement admissibles qui atteignent l'exigence seuil.

La composante télévision d'un Projet admissible doit être une production canadienne ou une coproduction audiovisuelle régie par un traité. Une ou un scénariste canadien doit participer à toutes les étapes du développement. Dans le cas des composantes télévision canadiennes développées à titre de coproductions audiovisuelles régies par un traité, la participation active d'une ou d'un scénariste canadien à la création constitue une condition essentielle.

Le Requérant doit avoir acquis tous les droits et toutes les options liés à la composante télévision nécessaires à l'adaptation de l'œuvre ou du concept original, à la scénarisation, à la production et à la distribution mondiale (sous réserve de certaines exceptions relatives au format acheté établies au cas par cas). Ces droits et options doivent être exclusifs pour une période minimale de 24 mois à compter du moment où le Requérant dépose une demande de financement à ce Programme.

3.2.TV.1 Exigences fondamentales

Une production doit satisfaire à toutes les Exigences fondamentales énoncées ci-dessous. Dans le cas des séries, chaque épisode devra satisfaire aux Exigences fondamentales, peu importe si tous les épisodes ont été déposés en vue d'une demande de financement auprès du FMC ou non. Le FMC peut déterminer à son entière discrétion si le projet est conforme ou non aux Exigences fondamentales, et son interprétation prévaudra.

- 1) La composante télévision doit être accréditée⁸ par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et obtenir un pointage de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés), tel que déterminé par le FMC à partir de l'échelle du BCPAC.
- 2) Les droits sous-jacents sont détenus et développés de façon significative par des Canadiennes ou des Canadiens.
- 3) La composante télévision est tournée au Canada, et son intrigue s'y déroule principalement.

Veuillez consulter l'[Annexe A](#) pour plus de détails sur les Exigences fondamentales et sur les exceptions prévues selon le genre. Cette annexe contient des renseignements supplémentaires importants et fait partie intégrante de ces Principes directeurs.

3.2.TV.1.1 Coproductions audiovisuelles régies par un traité

En ce qui a trait à l'admissibilité des coproductions audiovisuelles régies par un traité au financement du FMC, ces Exigences fondamentales doivent être interprétées de façon à ce que les partenaires des coproductions soient considérés comme étant « canadiens ».

Par conséquent, les termes « Canadienne » ou « Canadien » mentionnés dans l'Exigence fondamentale 2, et le terme « Canada » indiqué dans l'Exigence fondamentale 3 seront interprétés de manière à inclure le pays coproducteur. Dans le

⁸ Des exceptions peuvent être accordées par le FMC aux télédiffuseurs exemptés réglementés par le CRTC par le truchement de l'Ordonnance de radiodiffusion CRTC 2015-88.

cas de l'Exigence fondamentale 1, le pointage de 10 sur 10 doit être atteint par des Canadiennes ou des Canadiens ou par des personnes du pays coproducteur.

Le FMC reconnaît que les projets en développement en sont à leurs débuts et pourraient ne pas être conformes, au moment de la demande, à toutes les exigences établies dans la section 3.2.TV.1. À ce titre, les composantes télévision admissibles doivent être raisonnablement conformes aux Exigences fondamentales, liées au genre de l'émission et à la catégorie de production, comme elles sont énoncées dans l'[Annexe A](#), et à toutes les autres exigences d'admissibilité qui pourraient s'appliquer au développement et, à la seule discrétion du FMC, s'appliquer à l'esprit et à l'objet des Principes directeurs.

Pour obtenir de l'information sur les coproductions audiovisuelles régies par un traité entre le Canada et d'autres territoires, veuillez consulter les [principes directeurs de Téléfilm Canada sur les coproductions internationales](#).

3.2.TV.2 Genres

Le FMC appuie les genres d'émissions suivants : dramatiques, documentaires, enfants et jeunes, ainsi que variétés et arts de la scène. Les définitions du FMC pour chacun de ces genres se trouvent dans l'[Annexe A](#) de ces Principes directeurs.

Voici une liste non exhaustive des genres et des formats d'émissions non admissibles à un soutien financier du FMC : productions commanditées⁹, sports, nouvelles, jeux télévisés, actualités, affaires publiques, émissions portant sur des modes de vie, émissions pratico-pratiques, téléréalités, télévision scolaire, infopublicités, vidéoclips, émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études, achats de formats étrangers sans adaptation ou contribution créative canadienne significative, télémagazines, émissions d'entrevues, émissions d'entrevues culturelles, remises de prix et galas non liés au secteur culturel¹⁰, reportages d'actualités, émissions d'intérêt religieux, émissions de collecte de fonds, émissions-bénéfice, hommages, émissions à caractère promotionnel, émissions de motivation, récits de voyage et interludes.

Remarque : Il existe une certaine flexibilité pour les émissions pour enfants et jeunes à cet égard. Voir l'[Annexe A](#) pour plus d'information.

3.2.TV.3 Propriété et contrôle canadiens

La composante télévision doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif ;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyennes ou citoyens canadiens ou des personnes ayant le statut de résident permanent.
- c) le projet est et a été contrôlé du point de vue financier et créatif par une société de production canadienne durant toutes les étapes de développement;
- d) généralement, une seule personne, entité ou entité apparentée non canadienne ne peut pas fournir plus de 49 % du financement du développement; toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;

⁹ Le FMC utilisera la définition de la section 4.03.08 intitulée « De la publicité » des [Lignes directrices sur la présentation des demandes – CIPC](#) du Bureau de la certification des produits audiovisuels canadiens comme outil de référence pour évaluer les paramètres d'une « production commanditée ».

¹⁰ Les remises de prix et galas liés au secteur culturel sont admissibles s'ils répondent à la définition de variétés du FMC.

- e) le Requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation nécessaires pour produire le projet; ces droits incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation finale des décisions touchant les aspects créatifs et financiers, la distribution et l'exploitation, ainsi que la préparation et l'approbation finale du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables et normaux généralement exigés par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les télédiffuseurs et les distributeurs canadiens;
- f) le Requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires au développement, à la production et à la distribution du projet au Canada et à l'étranger, et il conserve également un intérêt financier permanent dans la composante télévision (sous réserve de certaines exceptions relatives au format acheté établies au cas par cas).

Remarque : Ces critères doivent être interprétés afin de permettre aux coproductions audiovisuelles canadiennes régies par un traité d'accéder à une aide financière du FMC.

3.2.TV.4 Exigences diverses

La composante télévision doit répondre aux critères suivants :

- a) Le projet doit être conforme au code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) et respecter l'ensemble des normes approuvées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment le Code de l'ACR concernant la violence et le Code sur la représentation équitable.
- b) Le cas échéant, elle doit être réalisée conjointement à une ou des composantes médias numériques pertinentes et cohérentes. La pertinence et la cohérence seront déterminées en fonction de la nature de la composante télévision et de l'équilibre relatif entre l'investissement de la composante télévision et de la ou des composantes médias numériques. En outre, le projet doit offrir une expérience cohérente qui augmente cumulativement l'engagement de l'auditoire envers le projet dans son ensemble. Le FMC déterminera au cas par cas si la composante télévision et sa ou ses composantes médias numériques sont cohérentes et pertinentes.
- c) Il s'agit d'une nouvelle production; une nouvelle production est une production qui, essentiellement, n'est pas une version remontée d'une émission produite précédemment; dans le cas d'une série, le FMC prendra en considération le cycle entier afin de déterminer si la composante télévision est un montage ou non (par exemple, quelques épisodes présentant un recueil des meilleures scènes, un documentaire de tournage ou des épisodes récapitulatifs peuvent être permis). Les composantes télévision comprenant principalement des métrages d'archives peuvent être considérées comme de nouvelles productions si le métrage d'archives n'a pas été simplement remonté en tout ou en grande partie pour la composante télévision.
- d) Le FMC encourage tous les Requérants qui travaillent avec des Inuits, des membres de la Nation métisse ou des Premières Nations, ou dont les projets sont en lien avec les cultures, les concepts et les histoires de ces communautés, à respecter les principes directeurs et les pratiques exemplaires énoncés dans le guide de production médiatique [Protocoles et chemins cinématographiques](#).
- e) Le FMC encourage tous les Requérants à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement, à utiliser des technologies propres et à réduire l'utilisation des ressources non renouvelables durant la création et l'exploitation de leurs projets.

3.2.TV.5 Exigences seuil en matière de droits de développement du Télédiffuseur

À compter de 2023-2024, toutes les demandes déposées dans le cadre des Financements ciblés en développement doivent comprendre des droits de développement minimaux provenant d'une entité de déclenchement admissible (listées dans l'Appendice A ci-dessous). Pour qu'un projet soit admissible, les droits de développement doivent être équivalents ou supérieurs à un montant minimal exprimé en pourcentage des dépenses admissibles du projet (exigence seuil en matière de droits de développement).

Par souci de clarté, précisons que l'exigence seuil en matière de droits de développement sera calculée en fonction de l'ensemble combiné des dépenses admissibles (à savoir, les composantes télévision et médias numériques). Les deux types de composantes seront soumis par le truchement du même devis.

3.2.MN Composante médias numériques

Toute composante médias numériques d'un Projet admissible doit être une œuvre audio¹¹, audiovisuelle, multimédia ou promotionnelle interactive répondant aux critères suivants :

- a) elle est associée à la composante télévision financée par le FMC;
- b) elle est accessible au public canadien par l'entremise d'un réseau numérique, y compris Internet et les télécommunications mobiles;
- c) elle offre à l'auditoire une expérience numérique ou de médias sociaux cohérente avant, pendant ou après la diffusion de la composante télévisuelle, accroît l'expérience des auditoires au-delà de la composante télévision et vise à augmenter la fidélité de l'auditoire envers la composante télévision ainsi que la découvrabilité de celle-ci;
- d) elle rencontre l'un ou plusieurs des éléments suivants :
 - 1. contenu original interactif ou linéaire lié à la composante télévision, créé spécifiquement pour être consommé sur des plateformes médias numériques;
 - 2. activités et applications de promotion, de mise en marché et de découvrabilité ayant recours aux médias sociaux ou numériques en vue de situer, d'accroître ou d'attirer des auditoires;
 - 3. activités interactives en ligne offrant une expérience synchronisée au cours de la diffusion de la composante télévision.

3.2.MN.1 Contenu canadien

Une composante médias numériques doit répondre aux critères suivants :

- a) ses droits sous-jacents doivent être détenus et développés de façon suffisante et significative par des Canadiennes ou des Canadiens;
- b) elle est produite au Canada.

Pour être admissibles, les coproductions de contenu médias numériques doivent être conformes au [Cadre de coproduction internationale en médias numériques](#).

¹¹ Par exemple, les balados, les livres audios et les applications pour haut-parleurs intelligents.

3.2.MN.2 Contenu non admissible

Voici une liste non exhaustive des types de contenu qui ne sont pas admissibles à titre de composante médias numériques : les projets à caractère industriel ou corporatif, les projets élaborés dans le cadre d'un programme d'étude et les logiciels d'exploitation.

Une œuvre qui se compose principalement d'un contenu existant porté sur une nouvelle plateforme (par exemple la transmission en continu ou la distribution en ligne d'émissions de télévision existantes) n'est pas admissible à titre de composante médias numériques.

3.2.MN.3 Propriété et contrôle canadiens

Une composante médias numériques doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyennes ou citoyens canadiens ou des personnes ayant le statut de résident permanent;
- c) le Requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation nécessaires pour produire le projet;
- d) le Requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires au développement, à la production et à la distribution de la composante médias numériques au Canada et à l'étranger, et il conserve un intérêt financier permanent dans la composante (sous réserve de certaines exceptions relatives au format acheté établies au cas par cas).

Remarque : Ces critères doivent être interprétés de manière à permettre aux coproductions internationales ayant un niveau de propriété et de contrôle canadiens acceptable d'accéder à une aide financière du FMC. Pour être admissibles, les coproductions de contenu médias numériques doivent être conformes au [Cadre de coproduction internationale en médias numériques](#).

3.2.MN.4 Exigences diverses

Une composante médias numériques :

- a) doit être réalisée conjointement à une composante télévision pertinente et cohérente. La pertinence et la cohérence seront déterminées en fonction de la nature de la ou des composantes médias numériques et de l'équilibre relatif entre l'investissement de la composante télévision et de la ou des composantes médias numériques. En outre, le projet doit offrir une expérience cohérente qui augmente cumulativement l'engagement de l'auditoire envers le projet dans son ensemble. Le FMC déterminera au cas par cas si la composante télévision et sa ou ses composantes médias numériques sont cohérentes et pertinentes;
- b) ne peut contenir des éléments de violence excessive, de violence sexuelle ou d'exploitation sexuelle, ou des éléments obscènes, indécents, de pornographie juvénile selon les termes du Code criminel (et ses amendements éventuels), diffamatoires ou illégaux, de quelque manière que ce soit.



CANADA
MEDIA FUND

FONDS DES MÉDIAS
DU CANADA

APPENDICE A

EXIGENCES ADDITIONNELLES

2023-2024

FINANCEMENTS CIBLÉS EN DÉVELOPPEMENT	EXIGENCES ADDITIONNELLES LIÉES AUX REQUÉRANTS ADMISSIBLES ¹²	CONTRIBUTION MAXIMALE DU FMC	EXIGENCE SEUIL EN MATIÈRE DE DROITS DE DÉVELOPPEMENT	AUTRE
DÉVELOPPEMENT POUR LES COMMUNAUTÉS RACISÉES	<ul style="list-style-type: none"> Les Requé­rants admissibles doivent répondre à la définition de “Requé­rant admissible – Dé­veloppement pour les communautés racisées » de la section 2.1.1. Le cas échéant, les Requé­rants admissibles doivent répondre à la définition du FMC de Requé­rant en développement régional de la section 2.1.1. Les Requé­rants admissibles ne peuvent déposer qu'un maximum de un (1) Pro­jet admissible par année financière. 	<p>Le moindre des montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 50 % des dépenses admissibles (75 % pour les Requé­rants régionaux en développement); OU 200 000 \$. <p>(Pour l'ensemble combiné de toutes les activités et phases de développement)</p>	<ul style="list-style-type: none"> 10 % des dépenses admissibles 	<ul style="list-style-type: none"> Entité pouvant contribuer aux droits de développement : <ul style="list-style-type: none"> Télédiffuseur canadien Chaque Télédiffuseur canadien ne pourra déclencher qu'un maximum de cinq (5) projets. Langue du matériel créatif : <ul style="list-style-type: none"> français ou anglais
DÉVELOPPEMENT AUTOCHTONE	<ul style="list-style-type: none"> Les Requé­rants admissibles doivent répondre à la définition de “Requé­rant admissible – Dé­veloppement autochtone » de la section 2.1.1. Le cas échéant, les Requé­rants admissibles doivent répondre à la définition du FMC de Requé­rant en développement régional de la section 2.1.1. Les Requé­rants admissibles ne peuvent déposer qu'un maximum de un (1) Pro­jet admissible par année financière. 	<p>Le moindre des montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 50 % des dépenses admissibles (75 % pour les Requé­rants régionaux en développement); OU 200 000 \$. <p>(Pour l'ensemble combiné de toutes les activités et phases de développement)</p>	<ul style="list-style-type: none"> 10 % des dépenses admissibles 	<ul style="list-style-type: none"> Entité pouvant contribuer aux droits de développement : <ul style="list-style-type: none"> Télédiffuseur canadien; Distributeur numérique considéré admissible par le FMC¹³. Langue du matériel créatif : <ul style="list-style-type: none"> français ou anglais ou langues autochtones¹⁴
DÉVELOPPEMENT POUR LES PROJETS DE LANGUE FRANÇAISE EN MILIEU MINORITAIRE	<ul style="list-style-type: none"> Les Requé­rants admissibles doivent répondre à la définition de “Requé­rant admissible – Dé­veloppement pour les projets de langue française en milieu minoritaire » de la section 2.1.1. Les Requé­rants admissibles ne peuvent déposer qu'un maximum de deux (2) Pro­jets admissibles par année financière. 	<p>Le moindre des montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 75 % des dépenses admissibles; OU 200 000 \$. <p>(Pour l'ensemble combiné de toutes les activités et phases de développement)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Dramatiques (et pilotes dans tous les genres): 25 % des dépenses admissibles; Documentaires, enfants et jeunes, variétés et arts de la scène : 15 % des dépenses admissibles. 	<ul style="list-style-type: none"> Entité pouvant contribuer aux droits de développement : <ul style="list-style-type: none"> Télédiffuseur canadien Langue du matériel créatif : <ul style="list-style-type: none"> français La ou le scénariste ou la réalisatrice ou le réalisateur d'un Pro­jet admissible doit résider à l'extérieur du Québec. Dans le cas où aucune réalisatrice ou aucun réalisateur n'est attaché au projet à l'étape du développement, le ou la scénariste devra respecter cette exigence.
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE LANGUE FRANÇAISE AU QUÉBEC	<ul style="list-style-type: none"> Les Requé­rants admissibles doivent (i) répondre à la définition du FMC de Requé­rant en développement régional de la section 2.1.1 et (ii) les régions doivent être dans la province du Québec. Les Requé­rants admissibles ne peuvent déposer qu'un maximum de deux (2) Pro­jets admissibles par année financière. Dans les cas où les Requé­rants recevraient du financement pour deux (2) projets dans l'année fiscale, seul un (1) projet pourrait être un renouvellement de série. 	<p>Le moindre des montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 75 % des dépenses admissibles; OU 200 000 \$. <p>(Pour l'ensemble combiné de toutes les activités et phases de développement)</p>	<ul style="list-style-type: none"> 10 % des dépenses admissibles 	<ul style="list-style-type: none"> Entité pouvant contribuer aux droits de développement : <ul style="list-style-type: none"> Télédiffuseur canadien Langue du matériel créatif : <ul style="list-style-type: none"> français
DÉVELOPPEMENT POUR LES PROJETS NORDIQUES	<ul style="list-style-type: none"> Les Requé­rants admissibles doivent (i) répondre à la définition du FMC de Requé­rant en développement régional de la section 2.1.1 et (ii) les régions doivent être les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, le Nunavik ou le Yukon. Les Requé­rants admissibles ne peuvent déposer qu'un maximum de deux (2) Pro­jets admissibles par année financière. 	<p>Le moindre des montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 75 % des dépenses admissibles; OU 50 000 \$. 	<ul style="list-style-type: none"> Télédiffuseur canadien : <ul style="list-style-type: none"> 15 % des dépenses admissibles canaux communautaires approuvés par le FMC exploités au Nunavut, au Nunavik, au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest : <ul style="list-style-type: none"> pas de droits de développement minimaux 	<ul style="list-style-type: none"> Entité pouvant contribuer aux droits de développement : <ul style="list-style-type: none"> Télédiffuseur canadien; Canaux communautaires approuvés par le FMC exploités au Nunavut, au Nunavik, au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest. Langue du matériel créatif : <ul style="list-style-type: none"> français ou anglais

¹² En plus des exigences de la section 3.1.

¹³ Dans le cadre du Développement autochtone, à titre d’initiative pilote, le FMC pourrait considérer un distributeur numérique comme étant un Télédiffuseur canadien et puisse, au même titre, fournir un engagement de financement. Pour ce faire, le FMC devra avoir établi que le distributeur numérique est une société sous contrôle canadien (en vertu des articles 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*). L’admissibilité des distributeurs numériques à cette initiative sera déterminée au cas par cas par le FMC.

¹⁴ Premières Nations, Inuit, Métis